

À un an de sa mort : Marielle est toujours présente

Jeudi 14 mars 2019 (2019-03-14T19:16:51Z), par [Danielle Coenga](#)



En 2018, le monde a connu l'histoire de Marielle Franco, la conseillère municipale brésilienne brutalement assassinée à Rio de Janeiro. Le 14 mars, la voiture dans laquelle Marielle se trouvait a reçu 14 coups de feu, tuant la conseillère (de quatre balles à la tête) et Anderson Gomes, qui conduisait la voiture. Les enquêtes menées à ce jour indiquent que les projectiles par lesquels Marielle et Anderson ont été abattus ont été achetés par la police fédérale du Brésil. Des membres d'une des plus grandes milices de Rio ont été arrêtés pour leur participation au crime. Aussi, des informations publiées par des journaux de grande circulation au Brésil suggèrent l'existence de relations entre des conseillers municipaux et des députés et les chefs de la milice – indiquant que le crime aurait pu être ordonné de l'intérieur du pouvoir public. Le 12 mars 2019, la police a arrêté Ronnie Lessa et Élcio Queiroz, deux ex-policiers militaires suspectés du crime. Cependant, un an après l'assassinat, nous continuons à ignorer exactement *qui a tué Marielle* et, principalement, *qui a commandité sa mort*.

Marielle Franco était la fille de Mme Marinete et de M. Antônio, la mère de Luyara, la sœur de Anielle et la copine de Monica. Marielle était aussi une femme noire, issue de la favela de la Maré, à Rio de Janeiro. Elle était sociologue et défenseure active des droits humains. Marielle combattait la violence de l'État à l'égard des populations pauvres et luttait contre le génocide des personnes noires. Elle dénonçait les privilèges de classes et la négation de l'existence du racisme, de l'homophobie et du machisme à l'intérieur des institutions politiques. Elle luttait sans arrêt pour la reconnaissance de droits des

femmes et des personnes LGBTQI+. Nous pouvons certainement affirmer que Marielle était une représentante de la lutte quotidienne des groupes marginalisés, une lutte pour leur survie et pour leur respect.

Si ses luttes et sa notoriété étaient l'objet de fierté de la part de sa famille et d'inspiration pour tant de jeunes qui la voyaient occuper les tribunes politiques, souvent perçues comme inatteignables, le fait qu'elle soit une femme noire, originaire de la favela, bisexuelle et qui combattait ouvertement les systèmes de privilèges et les inégalités sociales incommodait l'élite politique et économique locale et nationale. Il est important de comprendre que, dans un pays structurellement raciste, classiste et homophobe comme le Brésil, une femme politique telle que Marielle Franco dérange. Elle dérange parce que sa présence dans les sphères de pouvoir conteste la logique blanche, machiste et bourgeoise sur laquelle le pouvoir public brésilien s'est érigé et se maintient. Élu(e) démocratiquement en 2016, avec plus de 46 000 votes, son corps de femme noire, bisexuelle et défenseure des droits des minorités marginalisées représentait en soi une contestation. Sa voix incarnait la voix des exclu-es des espaces politiques de prise de décisions. C'était avec courage qu'elle dénonçait le système d'inégalités sociales qui tue la population marginalisée et qui confine les groupes qui sont en dehors de la norme blanche, hétérosexuelle et riche à une éternelle position sociale subalterne.

La mort de Marielle Franco et d'Anderson Gomes n'est donc pas un cas isolé. Sa mort va au-delà du fait même de l'assassinat. Elle symbolise surtout le désir de garder les privilèges de l'élite politique et économique qui gouverne le pays et de faire taire les personnes et les groupes subalternes qui osent les contester. Il s'agit d'un message explicite aux femmes, aux politicien-nes et aux activistes qui luttent pour les droits humains : « Votre vie est en péril ! ». Si l'assassinat de Marielle Franco en est un exemple, d'autres peuvent être donnés. En 2017, selon Amnesty internationale, le Brésil a été le pays des Amériques ayant le plus tué les défenseur-es des droits humains. En décembre 2017, la professeure et chercheuse Débora Diniz, défenseure reconnue des droits des femmes et de la décriminalisation de l'avortement au Brésil, a dû quitter le pays après l'intensification des menaces de mort qu'elle a reçues. Aussi, en janvier 2019, le député fédéral et militant des droits des personnes LGBTQI+, Jean Wyllys, a abdicé son mandat politique pour s'exiler à l'étranger du pays et échapper aux menaces qui mettaient sa vie en danger. En mars 2019, Marcia Tiburi, philosophe et ex-candidate à un poste de députée du Parti des travailleurs (le même parti politique auquel appartient l'ex-président Lula da Silva), a aussi décidé de quitter le Brésil après avoir subi des persécutions politiques et reçu des menaces portant atteinte à sa vie. C'est ainsi que, par les voies de fait ou par les menaces, les personnes et les groupes conservateurs, l'élite politique et les représentant-es de l'extrême droite essaient de faire taire ceux et celles qui pensent différemment et/ou agissent pour la transformation du statu quo politique classiste, raciste, machiste, misogyne et homophobe.

En effet, la tentative d'effacement de la voix des populations subalternes et marginalisées n'est pas nouvelle. Sueli Carneiro et Boaventura de Sousa Santos ont bien conceptualisé ce processus comme étant un *épistémicide*. C'est-à-dire, un instrument de contrôle, parfois subtil, mais toujours violent, permettant de taire, de nier et de délégitimer les savoirs non hégémoniques des personnes et des groupes noirs, autochtones, féministes et subalternes. Ce processus, bien que reconnu comme un outil de colonisation et d'implantation d'une pensée

blanche, occidentale et masculine, fait encore partie de la société brésilienne. Il agit à travers les actes de diffamation, les violences quotidiennes et étatiques et à travers les menaces. Comme dans le cas de l'assassinat de Marielle Franco ou dans les cas présentés ci-dessus, le pouvoir atroce de l'*épistémicide* peut remporter momentanément la bataille. Il peut nous faire perdre nos alliées, soit par la disparition, soit par leur effacement de la scène des luttes politiques. Néanmoins, il ne sera jamais capable de nous faire taire !

Telle que Marielle Franco, une grande partie de la population lutte contre les abus politiques et contre les systèmes sociaux d'exclusion. Nous sommes les héritières et les héritiers des *quilombos*, de la résistance des anciens esclaves, de la lutte pour le droit d'exister menée par notre population autochtone depuis les années de la colonisation. Nous sommes des survivantes de plusieurs siècles d'exploitation et de la violence quotidienne que nous subissons. Nous sommes la résistance.

Les Marielles se sont multipliées. Sa voix est aujourd'hui la voix de milliers. Sa force est partagée et sa lutte est collective. Nous sommes des Marielles, des Andersons, des Jeans, des Deboras et des Marias. Nous sommes des Brésiliennes et des alliées, partout dans le monde. Notre voix est semée à partir de nos luttes et elle est germée sur le front, dans la rue, dans les communautés, dans les universités, dans les groupes de femmes, dans les collectifs de la société civile et à l'intérieur des institutions publiques. Nous luttons contre un projet de société qui exclut les individus, qui chasse et qui tue les voix marginales et les savoirs subalternes. Nous travaillons collectivement pour la transformation sociale, pour la garantie des droits fondamentaux et pour la valorisation des savoirs situés. Nous sommes unies pour bâtir une société *réellement* démocratique où les différences sont respectées, où chaque vie importe, est digne d'exister et d'être pleurée.

Et, pour cette raison, des rassemblements commémoratifs sont prévus pour marquer l'anniversaire de l'assassinat de Marielle Franco et d'Anderson Gomes dans plus de 40 villes d'une vingtaine de pays à travers le monde afin d'exiger justice soit faite, ainsi que pour les cas de milliers de personnes anonymes qui sont quotidiennement victimes de la violence étatique.

Mobilisons-nous pour continuer à nous opposer à la montée de l'extrême droite, pour dénoncer les violences contre les défenseur-es des droits humains et pour déranger le *statu quo* ! C'est par le travail collectif que nous allons transformer la société ! *Sigamos juntxs* !

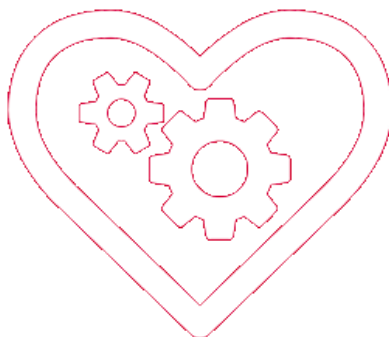
Danielle Coenga est actuellement candidate au doctorat en science politique à l'Université du Québec à Montréal. Brésilienne d'origine et chercheuse féministe, elle développe des recherches sur l'égalité de genre dans le contexte du développement international.

Je m'abonne

Recevez le bulletin mensuel gratuitement par courriel !

Je soutiens

Votre soutien permet à Alternatives de réaliser des projets en appui aux mouvements sociaux à travers le monde et à construire de véritables démocraties participatives. L'autonomie financière et politique d'Alternatives repose sur la générosité de gens comme vous.



Je contribue

Vous pouvez :

- Soumettre des articles ;
- Venir à nos réunions mensuelles, où nous faisons la révision de la dernière édition et planifions la prochaine édition ;
- Travailler comme rédacteur, correcteur, traducteur, bénévole.

☎ 514 982-6606

@jda@alternatives.ca



Le Journal des Alternatives

3720, avenue du Parc, bureau 300
Montréal (Québec) H2X 2J1 CANADA

☎ 514 982-6606

@jda@alternatives.ca

À propos

Le **Journal des alternatives** est un média **indépendant**, produit et distribué mensuellement par Alternatives (<http://www.alternatives.ca>) et la fédération Alternatives International (<http://www.alterinter.org>) depuis 1994.

Depuis 2010, l'édition mensuelle du Journal des Alternatives est disponible par courriel (abonnement gratuit) et en ligne. Le Journal est mis à disposition aux conditions stipulées par une licence publique « Créative Commons » qui permet la reproduction des textes à des fins non commerciales, mais en citant la source et les auteurs. Les points de vue exprimés par ces derniers n'engagent que ceux-ci.

En savoir plus »

Dernière édition du Journal des Alternatives

La COVID-19 déconstruit les dogmes néolibéraux et fait rêver d'un autre monde

De grands oubliés de la pandémie : les personnes sans statut

La révolution virale n'aura pas lieu

Covid-19 : où va le capitalisme ? Une analyse marxiste

Le coronavirus sonnera-t-il le glas du capitalisme ?

Quelques réflexions sur la pandémie et la mondialisation

Communovirus